



L'AVENIR DE L'AGRICULTURE EN GUINÉE BISSAU : 2030-2063

Étude de cas : Défis et Opportunités pour les projets
financés par le FIDA

Étude réalisée en 2020 et publiée en 2021.

Équipe de rédaction :

Rédigé par l'Équipe FIDA Guinée Bissau : Assefa Woldeyes

Sous la direction de Benoit Thierry, Directeur Hub FIDA Afrique de l'Ouest,

Et revu par Joelle Onimus-Pfortner

Crédit photo : FIDA©

Ce rapport est disponible pour usage public sur : <https://sites.google.com/view/fidafrique-ifadafrica/project-management/atelier-r%C3%A9gional-2020/jour-2>

Et données accessibles à : <https://www.weconnectfarmers.com/simagri/>

~~ The views expressed in this publication are those of the authors and do not necessarily represent the views of the International Fund for Agricultural Development (IFAD). The designations employed and the presentation of material in this publication do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of IFAD concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries. The designations of «developed» and «developing» countries are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgement about the stage reached in the development process by a particular country area.~~

Ouvrage collectif rédigé par le Groupe Gestion des Savoirs du Hub FIDA¹ – sous la direction de Benoit THIERRY

Suite aux Ateliers Régionaux 2019 et 2020, tenus avec les projets des pays du Hub FIDA Afrique de l'Ouest, et à la présentation que nous avons fait des enjeux des 10, 30 et 50 prochaines années dans la région face à la croissance démographique, aux changements économiques, alimentaires et climatique, nous avons décidé de poursuivre cet effort d'analyse prospective sur l'agriculture.

Cet exercice permet de mieux comprendre les tendances à l'œuvre, les opportunités à saisir et les politiques et actions à entreprendre pour nourrir le milliard de personnes supplémentaires qui peupleront l'Afrique en 2050 et évaluer les changements nécessaires dans la transformation des systèmes agraires (diversification, accroissement de la productivité, etc...) pour cela, tout en créant des emplois pour la jeunesse et permettre un revenu décent aux producteurs de l'agriculture familiale.

Ainsi l'Atelier Régional 2020, a permis d'approfondir l'analyse et déterminer les enjeux actuels et futurs (quantifiés), et les dynamiques de transformation des agricultures des 7 pays concernés : le Sénégal, le Mali, la Mauritanie, la Gambie, la Guinée Conakry, la Guinée Bissau et le Cap Vert (Cabo Verde) pour aboutir à différents scénarii d'engagement des gouvernements, du secteur privé et des organisations paysannes.

L'Atelier a cherché notamment à dégager les défis majeurs qui attendent ces pays et les perspectives de réponses à apporter à la question récurrente de la sécurité alimentaire aux horizons 2030 (Objectifs Nations Unies), 2050 (doublement population) et 2063 (Agenda Union Africaine) voire 2100 (avant le début du Vingt Deuxième siècle), sur la base des diagnostics de leurs situations agricoles et alimentaires respectives.

La réflexion est organisée autour des questions suivantes :

- Quelles sont les perspectives d'augmentation de la production alimentaire compte tenu de la croissance agricole actuelle, de l'évolution démographique, de l'urbanisation accélérée, les nouvelles pratiques alimentaires en visant une amélioration des revenus ?
- Quels doivent être les objectifs d'accroissement des productions agricoles pour répondre à la demande alimentaire croissante, étant donné les pressions et aléas grandissants sur les ressources naturelles ?
- Quels réservoirs d'emploi peut constituer le secteur rural avec l'ensemble de ses activités économiques : infrastructures, services, production agricole et sylvo pastorales, filières, etc.. et permettre d'utiliser au mieux le dividende démographique dans les pays qui vont en bénéficier.
- Quel cadre de politique d'investissements doit être mis en place impliquant l'ensemble des secteurs concernés, dans un contexte de transformation structurelle de la demande et l'offre de produits alimentaires?

La présente synthèse est le fruit des résultats des travaux des ateliers, enrichis de données qualitatives issues des documentations complémentaires issues des bases de données nationales et internationales. Elle est soumise à l'examen critique des responsables des projets du FIDA des pays concernés et des experts ayant participé à l'atelier. Ces échanges interactifs ont été organisés et étroitement coordonnés par le Bureau Sous Régional du FIDA afin de présenter les scénarios possibles pour discussion aux groupes de coordination des partenaires techniques et financiers (PTF) dans les pays concernés et pouvoir réviser et améliorer ces premières versions des études par pays.

Les monographies prospectives par pays (powerpoint et texte pdf) présentant l'essentiel des contributions sont disponibles sur <https://sites.google.com/view/fidafrique-ifadafrica/project-management/atelier-r%C3%A9gional-2020/jour-2> .

Par ailleurs les simulations de croissance démographique, changement climatique et production agricole (modèles extensifs, intensifs, cultures sèches, irrigation, élevage) ont été transcrites dans un module en ligne « SIMAGRI » accessible sur : <https://www.weconnectfarmers.com/simagri/> . Ce module permet à tout un chacun, d'estimer les données 2030, 2050 et 2063, et « la prospective étant un art difficile », d'élaborer différents scénarios de croissance tant pour la sécurité alimentaire, que pour les investissements nécessaires dans chaque pays concerné.

Nos remerciements vont à toutes les équipes FIDA des pays qui ont rédigé ces études de cas sous notre direction méthodologique, au groupe gestion des savoirs du Hub Afrique de l'Ouest qui a coordonné les productions et Assefa Woldeyes qui a ré-écrit et harmonisé l'ensemble des documents d'accompagnement.

Notre souhait le plus vif est que ces documents soient utilisés par les groupes de dialogue de politique agricole dans les pays concernés, étendus ensuite à d'autres pays et améliorés par les autorités nationales et institutions sous régionales CEDEAO/ECOWAP/OECD/CILSS/UA afin de planifier les investissements indispensables à moyen et long terme (10, 20, 30 ans) qui permettront à l'agriculture africaine de surmonter les défis du doublement puis triplement de la production agricole pour répondre à la croissance démographique et permettre aux producteurs agricoles, pasteurs, et pêcheurs de se nourrir, de créer des emplois, et de générer un revenu décent pour leur famille.

Benoit THIERRY

Représentant Régional Afrique de l'Ouest,
Fonds International pour le Développement Agricole - FIDA



¹ Équipe de rédaction des 7 études de cas: Ba, Helene Aminatou, Harada Takuro, Cisse, Ibrahima Tonton, Ibrahima Diallo, Bah, Safiatou, Tossou, Sèlédji Hermann, Neyra Gabriel, Flamengo, Bianca et Arnaud Rouillard (2019). Réécrites et éditées par Assefa Woldeyes – revues par Joelle Onimus Pfortner.

Sommaire

	Page
Résumé	1
Abstract	3
Chapite I : Contextualisation	
1. Introduction	
2. <u>GEOGRAPHIE, CLIMAT ET POPULATION</u>	5
3. <u>ÉCONOMIE, AGRICULTURE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE (principales caractéristiques)</u>	6
Chapitre II : Analyses et projections	
4. <u>CONSOMMATION ALIMENTAIRE</u>	10
5. <u>POLITIQUE AGRICOLE : PLAN NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE (PNIA).</u>	12
Chapitre III : Complément COVID-19	
6. <u>Complément COVID-19, questions clés soulevées et opportunités</u>	15
Chapitre IV : Conclusion	
7. <u>Conclusion et limites constatées</u>	17

Résumé

L'instabilité politique des dernières années a sévèrement impacté le secteur agricole. Cette période a été marquée par un manque d'investissements dans les infrastructures rurales, le transport, l'aménagement du territoire et les programmes d'accompagnement technique et financier qui s'est traduit par un manque d'accès aux moyens de production modernes, à l'information sur les marchés, aux organisations de producteurs et aux conseils techniques) qui ont limité le développement à grande échelle des activités agricoles. Le très mauvais état des infrastructures de communication (routes et voies maritimes) a freiné l'intégration des marchés régionaux et locaux.

Le déficit céréalier s'est creusé à la suite de l'intérêt croissant porté à la culture de la noix de cajou, plus lucrative. Malgré le potentiel du pays en termes de terres arables et en ressources en eaux, la production agricole a été limitée par la forte baisse des rendements. Le rendement du riz, principale céréale produite et consommée, a ainsi diminué à cause de la dégradation des sols et des installations hydrauliques et à l'enclavement des zones de production.

L'augmentation de la production céréalière, principalement liée à l'augmentation des surfaces mises en culture, a été ainsi insuffisante pour couvrir les besoins croissants de la population. Le déficit a été donc comblé en grande partie par des importations commerciales de céréales (en grande partie du riz), posant le problème de la dépendance et de la vulnérabilité vis-à-vis des cours mondiaux et a influé sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

L'accès physique aux aliments est fortement restreint par le mauvais état des infrastructures de transport qui conditionnent l'intégration des marchés régionaux et locaux.

Le PIB de la Guinée a progressé à un rythme généralement soutenu durant 2013-2016, porté par une amélioration des termes nets de l'échange et des mesures de soutien aux intrants agricoles. Ainsi, en 2018, le PIB a atteint un taux de croissance de 5% pour atteindre soit 635 USD/per capita. Cette année, la reprise a été portée par une récolte agricole vivrière en nette augmentation (9%) et par une exceptionnelle campagne de commercialisation de la noix de cajou. L'agriculture contribue au PIB à hauteur de d'environ 52%, suivie par le secteur tertiaire puis secondaire.

Sur la base du profil de consommation alimentaire moyen de l'Afrique subsaharienne, les projections montrent que la Guinée-Bissau connaîtra une augmentation prévue des besoins de production de céréales d'environ 480 000 tonnes en 2030, 766 000 tonnes en 2050 et 1 228 000 tonnes en 2100. Ces quantités correspondent en majorité à la consommation de riz. Les quantités de racines et tubercules et de fruits et légumes ne sont pas négligeables.

Pour répondre à ces besoins, une augmentation de l'utilisation des terres et des investissements sera nécessaire. Les investissements infrastructurels publics de gestion de l'eau pour la production de riz s'élèveront à environ 241 millions de dollars US par an jusqu'en 2030 et environ 384 millions de dollars par an pour les dix années suivantes. Les coûts de production du riz entraîneront un investissement privé d'environ 43 millions de dollars pour les dix prochaines années, de 2020 à 2030.

L'Etat dispose de cadres de politiques suffisants mais dont la mise en œuvre a été compromise par les événements politiques : Document de Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté en 2004, Lettre de Politique de Développement Agricole, Programme National pour la Sécurité Alimentaire, Programme dans le secteur de la nutrition, Plan Stratégique et Opérationnel 2015-2020. La nécessité de les réactiver avec l'aide des partenaires de développement est primordiale. Le pays dispose de ressources naturelles, physiques et humaines suffisantes à l'atteinte des objectifs.

Abstract

The political instability of the last several years has severely impacted the agricultural sector. The lack of investment in rural infrastructure, transport, land use planning and technical and financial support programs leading to a lack of access to modern means of production, to information on markets, producer organizations and technical advice, which have limited the large-scale development of agricultural activities. The very poor state of communication infrastructure (roads and sea routes) has hampered the integration of regional and local markets.

The grain deficit has widened following the growing interest in cashew nut cultivation. Despite the country's potential in terms of arable land and water resources, agricultural production has been limited by the sharp drop in yields. The yield of rice, the main cereal produced and consumed, decreased following the degradation of soils and hydraulic installations and the isolation of production areas.

The increase in cereal production, mainly linked to the increase in areas under cultivation, has been insufficient to cover the growing needs of the population, which have been covered mainly by commercial imports of cereals (largely rice). This situation poses the problems of dependence and great vulnerability to international market prices and has affected food and nutrition security. Physical access to food is severely hampered by the poor condition of transport infrastructure which conditions the integration of regional and local markets.

GDP reached a growth rate of 5% in 2018 at 635 USD / per capita. This recovery, after a period of sharp contraction was driven by an increase in food crop production (9%) and by an exceptional cashew nut marketing campaign. Agriculture contributes to around 52% of GDP, followed by the tertiary and secondary sectors.

Based on the average food consumption profile of sub-Saharan Africa, projections show that Guinea-Bissau will experience an expected increase in cereal production needs of around 480,000 tons in 2030, 766,000 tons in 2050 and 1,228. 000 tons in 2100, mainly driven by rice consumption. The quantities of roots and tubers and of fruits and vegetables are not negligible.

The demand for food consumption will require increased land use and investment. Public infrastructure investments in water management systems for rice production will amount to around USD 241 million per year until 2030 and around USD 384 million per year for the ten following years. Furthermore, rice production costs will drive private investment of around USD 43 million over the next ten years, from 2020 to 2030.

Sufficient policy frameworks are in place, but their implementation has been compromised by political events: National Poverty Reduction Strategy Document, Agricultural Development Policy Letter, National Program for Food Security, Program in the nutrition sector, Strategic and Operational Plan 2015-2020. The need to reactivate them with the help of development partners is paramount. The country has sufficient natural, physical and human resources to reach its goals.



L'avenir de l'agriculture en Guinée Bissau: 2030-2063

Défis et opportunités pour les projets financés par le
FIDA

Rédigé par l'Équipe FIDA Guinée Bissau : Assefa Woldeyes,

Sous la direction de Benoit Thierry, Directeur Hub FIDA Afrique de
l'Ouest

Et revu par Joelle Onimus-Pfortner





CONTEXTUALISATION

INTRODUCTION

i) **Cadre général. Produire plus pour plus** malgré la menace que fait peser le dérèglement climatique, mais aussi **Produire mieux** tout en ménageant les ressources naturelles. Tels sont les défis posés à l'agriculture¹ pour assurer la sécurité alimentaire des populations guinéennes dans les décennies à venir. Ceci implique une agriculture performante fondée sur: i) un accroissement de la productivité sur des bases durables; ii) des disponibilités alimentaires stables tant en milieu urbain qu'en milieu rural ; iii) une amélioration des revenus agricoles pour un accès aux biens de consommation et aux services non agricoles ; v) et un effet levier sur l'ensemble de l'économie rurale.

Face à la demande croissante et diversifiée de produits alimentaires issue de la croissance démographique, l'urbanisation et l'augmentation des revenus, il est apparu nécessaire de faire évoluer **la politique agricole vers une politique alimentaire intégrée** qui, en plus d'inciter les producteurs à répondre à la demande de produits primaires, entraîne le développement des secteurs non agricoles en amont et en aval qui fournissent une alimentation répondant aux besoins.

ii) **Objet du travail.** En décembre 2019, le FIDA, à travers son "HUB Afrique de l'Ouest", a organisé un atelier régional pour identifier les enjeux actuels et futurs, et les dynamiques de transformation des agricultures des 7 pays concernés, à savoir le Sénégal, le Mali, la Mauritanie, la Gambie, la Guinée Conakry, la Guinée Bissau et Cabo Verde. L'atelier a cherché notamment à dégager les défis auxquels devront faire face ces pays et les perspectives de réponses à apporter à la question récurrente de sécurité alimentaire aux horizons 2030, 2050 et 2100, sur la base des diagnostics de leur situation agricole et alimentaire respective.

Le travail reprend les résultats des travaux de l'atelier, enrichis par des données qualitatives issues d'une documentation complémentaire et organisés autour des questions inter-reliées suivantes: i) quelles sont les perspectives d'augmentation de la production alimentaire compte tenu de la croissance démographique rapide, l'urbanisation et l'amélioration des revenus?; ii) quelles sont les marges d'accroissement des productions agricoles pour répondre à la demande alimentaire, étant donné les pressions et aléas grandissants sur les ressources naturelles?

iii) **Cadre d'analyse.** Partant du scénario envisagé par l'atelier, l'analyse se base sur les éléments suivants : i) la contribution du secteur agricole à la sécurité alimentaire est examinée en rapport avec quatre dimensions de cette dernière: la production alimentaire (disponibilité), la fourniture de moyens d'existence et de revenus (accès), comme moyen de diversifier l'alimentation (utilisation) et comme protection contre la volatilité des prix, les chocs liés aux marchés et d'autres chocs (stabilité) ; ii) la demande croissante et diversifiée des produits alimentaires résultant de la croissance démographique, l'urbanisation et l'augmentation des revenus qui valorisent les chaînes de valeur agroalimentaires² ; iii) assurer la sécurité alimentaire exige des besoins importants en investissements matériels et immatériels dans la promotion d'innovations techniques, technologiques et institutionnelles.

GEOGRAPHIE, CLIMAT ET POPULATION

Située sur la côte occidentale d'Afrique, la Guinée Bissau couvre une superficie de 36 120 km², incluant l'archipel Bijagos formé d'une trentaine d'îles. Le pays est entouré au nord par le Sénégal, à l'est et au sud-est par la Guinée et au sud-ouest et à l'ouest par l'océan Atlantique. Le relief est peu accidenté et son altitude ne dépasse pas 40 m, à l'exception des collines de Boé au sud-est qui atteignent 300 m. Les terres cultivables s'élèvent à 1.1 million d'hectares et les terres cultivées à 548 000 hectares, dont 55% en cultures annuelles et 45% en cultures permanentes. Les principales activités pratiquées sont l'agriculture, l'exploitation forestière et la pêche artisanale. Les sols ferrallitiques ou ferrugineux

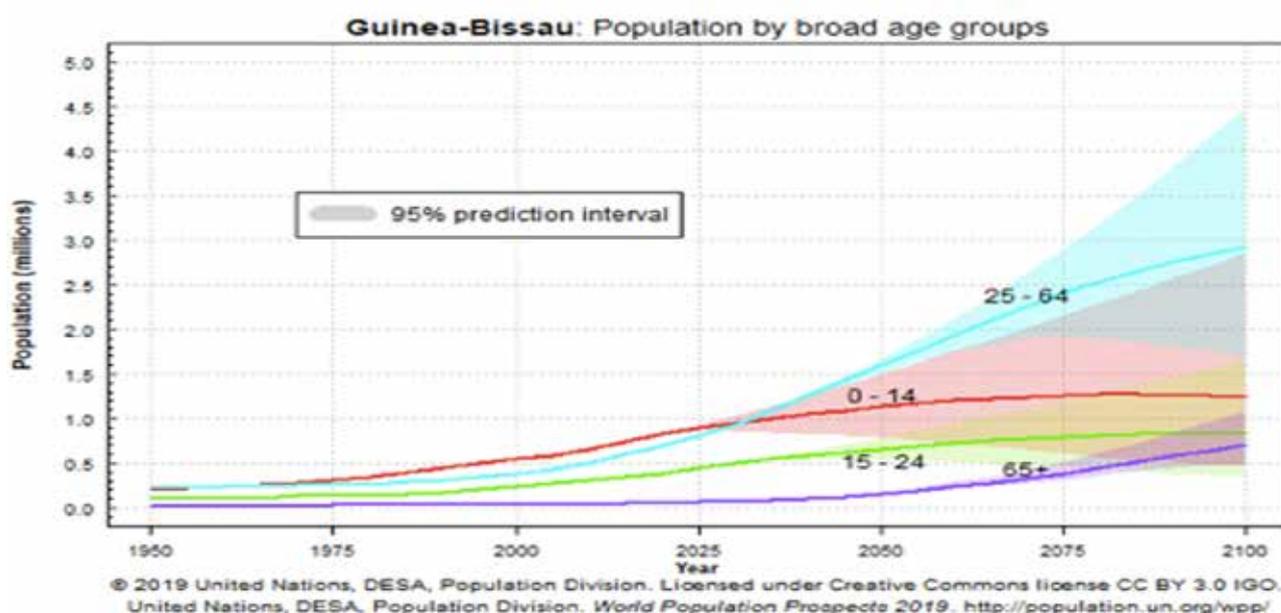
¹ Le terme d'agriculture de même que le secteur agricole inclut à la fois la production agricole, l'élevage et l'agroalimentaire.

² Les chaînes de valeur incluent production, transformation, conditionnement, distribution, commerce, transport des produits alimentaires.

tropicaux couvrent le tiers de la surface du territoire national et les sols hydromorphes près de la moitié. Le climat divise le pays en trois zones agro-écologiques: i) le nord-est, caractérisé par un climat soudanais avec deux saisons bien distinctes: une saison sèche comprise entre novembre et mai et une saison des pluies de juin à octobre. Les précipitations varient entre 1 200 et 1 500 mm ; ii) le sud-est, caractérisé par un climat tropical humide et une pluviométrie de 2 000-2 550 mm. La zone représente un potentiel agricole plus important ; iii) le nord-ouest caractérisé par un climat marin, modérément pluvieux et chaud, avec 1 500-1 900 mm de pluviométrie moyenne. C'est une zone présentant de bonnes possibilités de production agricole diversifiée.

De nombreux fleuves drainent le pays: Geba, Corubal, Cacheu, Mansôa, Cumbidja, Buba et Cacine. Bien qu'irréguliers en saison sèche, le débit d'étiage est assuré par des résurgences diffuses de la nappe des plateaux. Les eaux de surface et souterraines sont exploitées au niveau des résurgences du continental, traditionnellement utilisées pour l'alimentation en eau des populations et pour l'irrigation des jardins maraichers. La Guinée-Bissau appartient au bassin du fleuve Gambie. Depuis 1983, elle est membre de l'Organisation de mise en valeur de la Gambie (OMVG) avec les autres pays qui se partagent le bassin: la Gambie, la Guinée et le Sénégal.

La population totale est estimée à environ 1,92 million d'habitants, dont 42 % a moins de 14 ans, un pourcentage plus élevé que pour tout autre groupe d'âge. Cette particularité se maintient tout au long des années 2030, 2050 et 2100, avec une population s'élevant respectivement à 2,46 millions en 2030, 3,56 millions en 2050 et 5,71 millions d'habitants en 2100. La population active s'élève à 77%, 56% vivent en milieu rural, 68% sont employés dans l'agriculture dont 48% de femmes.



ÉCONOMIE, AGRICULTURE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE (principales caractéristiques)

L'économie bissau-guinéenne demeure très peu diversifiée et extrêmement vulnérable aux chocs exogènes, en raison de faiblesses structurelles exacerbées par des tensions socio-politiques perdurant depuis 1998. La longue période d'instabilité socio-politique a entraîné un ralentissement des investissements et des suspensions de la coopération économique avec les principaux partenaires au développement. Les effets de ces différents problèmes ont pesé sur l'efficacité de l'administration publique, le déficit

d'infrastructures de base, et l'environnement des affaires. Par conséquent, les indicateurs de pauvreté et de développement social de la Guinée-Bissau demeurent parmi les plus bas d'Afrique subsaharienne. L'activité économique reste essentiellement tributaire d'une culture de rente, la noix de cajou, cultivée surtout de manière artisanale et exportée à l'état brut. La Guinée-Bissau est également très dépendante des importations pour son approvisionnement en produits alimentaires et manufacturés, ainsi que pour les services de transport. L'accès limité aux services financiers demeure un autre obstacle majeur à l'expansion et à la diversification de l'économie bissau-guinéenne. Sa situation géographique favorable et son appartenance à l'UEMOA et à la CEDEAO, ne lui a pas suffisamment profité.

L'agriculture et les services continuent de dominer le PIB bissau-guinéen, tandis que le secteur manufacturier et les activités de construction demeurent embryonnaires. L'exploitation des abondantes ressources halieutiques se poursuit sans effets multiplicateurs sur l'économie nationale. Par ailleurs, les fortes potentialités en ressources minières restent quasi inexploitées. La Guinée-Bissau présente également d'importantes opportunités en matière de transport maritime, de tourisme, de développement agricole et de pêche.

Le PIB de la Guinée a progressé à un rythme généralement soutenu durant 2013-2016, porté par une amélioration des termes nets de l'échange et des mesures de soutien aux intrants agricoles. Ainsi, en 2018, le PIB a atteint un taux de croissance de 5% pour atteindre soit 635 USD/per capita. Cette année, la reprise a été portée par une récolte agricole vivrière en nette augmentation (9%) et par une exceptionnelle campagne de commercialisation de la noix de cajou. L'agriculture contribue au PIB à hauteur de d'environ 52%, suivie par le secteur tertiaire puis secondaire. 87% des exportations sont agricoles, la noix de cajou représente en moyenne deux tiers des exportations avec un impact déterminant sur la croissance économique et les équilibres externes. Le taux de pauvreté reste très important en Guinée Bissau, atteignant plus de 85%, avec une concentration en milieu rural. La population consacre en moyenne 65% de ses dépenses à l'alimentation, ce qui est révélateur d'une grande vulnérabilité.

La Guinée-Bissau dispose d'un important potentiel agricole avec 1,4 millions d'hectares de terres à vocation agricole, soit un peu plus de 30% de la superficie totale du pays, dont 200 000 ha de bas-fonds, 100 000 ha de mangrove et 1,1 million d'ha de terre de plateau. Cependant, ce potentiel naturel est sous-exploité. Les terres fertiles et bien arrosées, et le climat tropical sont propices à une grande variété de cultures vivrières telles que le riz, le mil, le maïs, la patate douce, le sorgho, le manioc, et l'arachide, ainsi que des cultures de rentes comme le coton et les fruits. Le riz a une position stratégique majeure dans l'agriculture et l'économie nationale, représentant 62% de la production céréalière nationale, 75% de la consommation céréalière et 25% en moyenne du déficit commercial. L'évolution des systèmes de production vers la culture de l'anacardier plus lucrative et le désintérêt montré envers les céréales ont accentué le déficit céréalier.

L'agriculture relève majoritairement des petits producteurs des villages «tabancas», estimés à l'ordre de 90.000 exploitants, qui constituent l'essentiel de la population rurale et réalisent 90% de la production. Le développement d'une Association Nationale des Agriculteurs (ANAG) a permis d'appuyer les paysans les plus dynamiques dans la modernisation et la diversification des filières d'exportation. Une association de femmes ayant une activité économique est également créée au niveau national, mais ces associations sont encore peu représentées dans les zones rurales.

Différents systèmes de production coexistent : i) la riziculture sur mangroves située dans les zones côtières, souvent accompagnée d'élevage et de pêche ; ii) un système de culture mixte intermédiaire entre les mangroves et les plateaux qui permet la production du riz de bas-fond et d'autres céréales (millet, sorgho, maïs), d'arachide, d'arboriculture fruitière (cola, banane, cajou, agrumes) et l'élevage vivrier. La plantation d'anacardier y joue un rôle particulièrement important comme culture de rente. La culture de la noix de cajou est prédominante. Un système agro-pastoral : combinaison entre élevage de bovins et de petits ruminants et culture du mil, du sorgho, du maïs, de l'arachide et du coton sur les plateaux, riz et arboriculture fruitière dans les bas-fonds, et élevage vivrier.

La principale production agricole du pays est la noix de cajou destinée à l'exportation. Les petits producteurs des tabancas réalisent 80% de la production de noix de cajou, ce qui rend l'économie rurale très dépendante du prix du marché international.

Les cultures vivrières sont largement dominées par la riziculture qui représente 58% de la production céréalière totale. Le riz constitue la nourriture de base de la population. La riziculture se pratique dans les mangroves, les bas-fonds et en pluvial, avec des rendements décroissants selon les sites (de 1700 kg/ha à 600 kg/ha). La majorité du riz produit provient des zones de mangrove selon un système de monoculture à un seul cycle annuel très dépendant des précipitations retenues par des barrages et des digues anti-sel. La production dans les bas-fonds se réalise également derrière de petites digues permettent la rétention de l'eau de pluie.

La production des principales céréales sèches (mil, sorgho, maïs) est concentrée dans le centre et le nord-est du pays. D'autres cultures vivrières (notamment la patate douce, le niébé, le manioc, l'igname, etc.) sont largement pratiquées pour l'autoconsommation ou la commercialisation jusque dans les pays limitrophes. La production de légumes (oignon, piment, chou, tomate et haricot) est une des meilleures sources de revenus pour la population paysanne. Le maraîchage, essentiellement pratiqué par les femmes est une activité très importante au niveau urbain. Les aménagements hydro-agricoles dans les vallées des fleuves (Geba et Corubal) permettent des cultures fruitières (banane, canne à sucre, agrumes, mangue et ananas).

Les produits d'élevage constituent 17% du PIB national et 32% du PIB du secteur agricole. L'élevage est extensif et il n'existe pas de recensement actualisé du cheptel. Cependant, le cheptel est composé de bovins, ovins, caprins, porcins et volailles. La santé animale est relativement bonne, particulièrement en ce qui concerne les grandes épizooties. Les ressources fourragères sont les pâturages des zones sylvopastorales (savanes arborées et forêts claires), les chaumes et les terres en jachères, ainsi que les arbres fourragers.

Les filières agroalimentaires reposent essentiellement sur la transformation étroitement liée à la production rizicole. Celle-ci est assurée par les secteurs industriel, semi industriel et coopératif villageois, de manière partielle au regard de la production nationale de paddy. Les activités de transformation traditionnelle occupent principalement les femmes et constituent l'un des principaux facteurs de création de groupements de femmes. L'impact socio-économique est important en termes de conservation et d'approvisionnement alimentaire, d'emplois et de sources de revenus au regard de la gamme variée de produits issus. La grande majorité des autres filières vivrières sont peu développées.

La filière commerciale noix de cajou est la plus importante. L'Etat joue un rôle important dans la gestion de la filière cajou en fixant le prix de référence et le niveau des taxes à l'exportation. L'approvisionnement des marchés en riz importé est étroitement lié à l'évolution de la campagne de la noix de cajou, principal produit de troc avec le riz. Le système de troc riz contre cajou influence directement les importations de riz et joue un rôle déstabilisateur dans la production nationale de riz et directement sur la sécurité alimentaire des populations.

La capacité de stockage repose sur trois systèmes : i) un stockage familial d'autoconsommation pour amortir d'éventuels déficits de production familiaux mais qui peut être rapidement dirigé vers les centres urbains ; ii) un stockage de sécurité à l'aide de silos individuels au niveau des zones ; iii) et un stockage régional dans des magasins de stockage dans presque tous les secteurs administratifs. Mal utilisés par les producteurs, ces magasins de stockage sont loués aux commerçants privés pour le stockage temporaire de la noix de cajou et/ou sont transformés en magasins de vente des différents produits commerciaux. Le pays dispose d'un réseau routier et maritime en mauvais état. La commercialisation des produits ruraux se fait par la vente sur les marchés locaux, sur les marchés hebdomadaires et sur les marchés de la capitale. L'insuffisance et la mauvaise qualité des infrastructures sont un frein au développement des activités économiques et à l'écoulement des produits agricoles.



ANALYSES ET PROJECTIONS

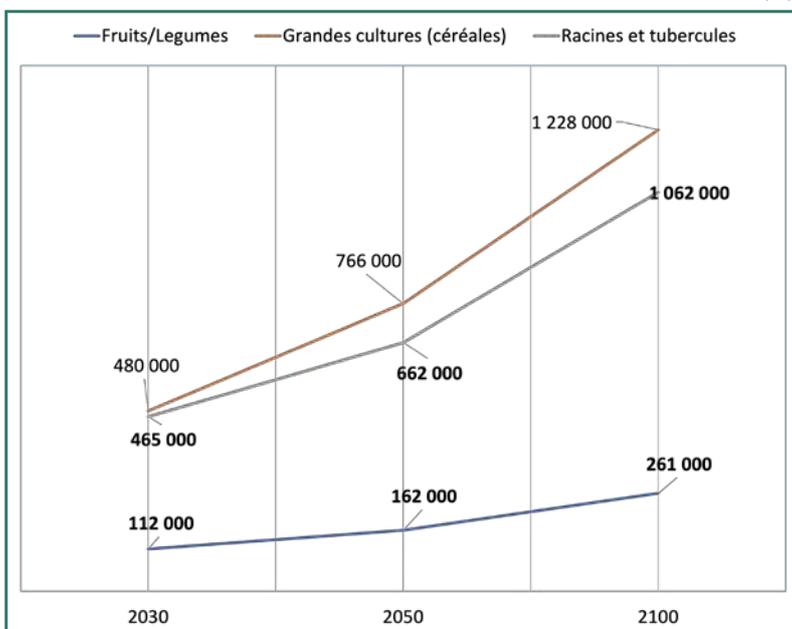
CONSOMMATION ALIMENTAIRE

i) **Besoins en consommation alimentaire.** Sur la base du profil de consommation alimentaire moyen de l'Afrique subsaharienne, les projections montrent une augmentation des besoins de production de céréales d'environ 480 000 tonnes en 2030, 766 000 tonnes en 2050 et 1 228 000 tonnes en 2100. Ces quantités correspondent en majorité à la consommation de riz. Les quantités de racines et tubercules et de fruits et légumes ne sont pas négligeables.

Tableau 1 : Norme de consommation alimentaire

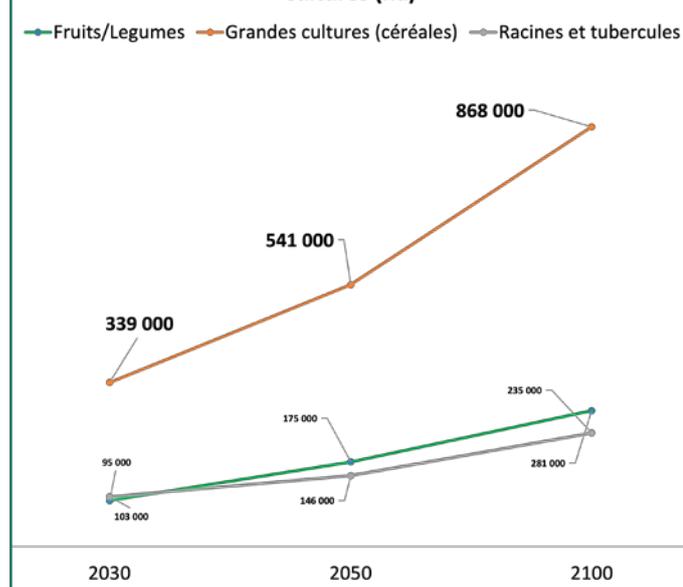
Principaux groupes d'aliments	kg/pers/an
Céréales	125
Racines et tubercules	170
Légumineuses, noix & oléagineux	10,5
Fruits / Légumes	45,625
Huiles / Graisses	9,4
Viandes & abats	10,1
Poisson & fruits de mer	7,5
Lait, produits laitiers	31
Sucre et dérivés	15
TOTAL (kcal/personne/jour)	2.497

Graphique 1 : Evolution du besoin en production par production agricole (T)

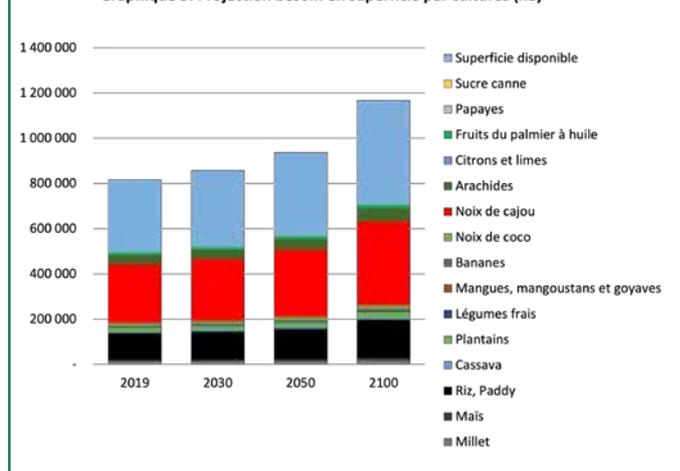


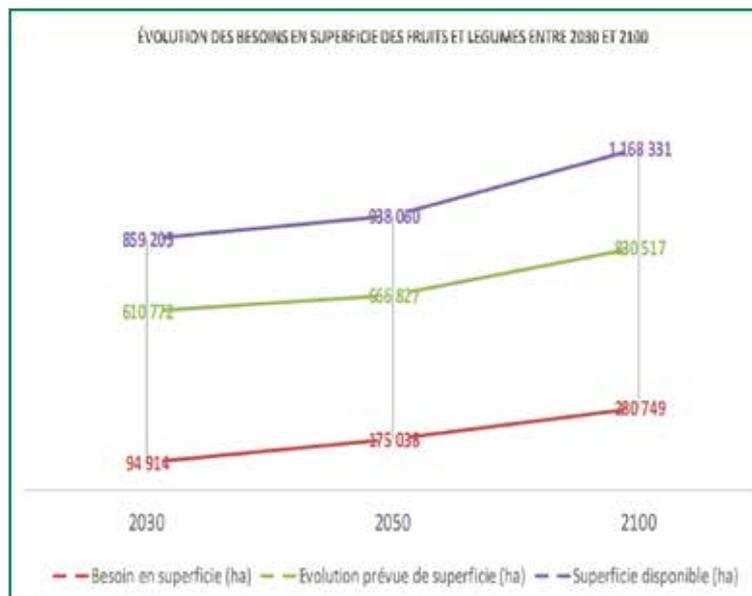
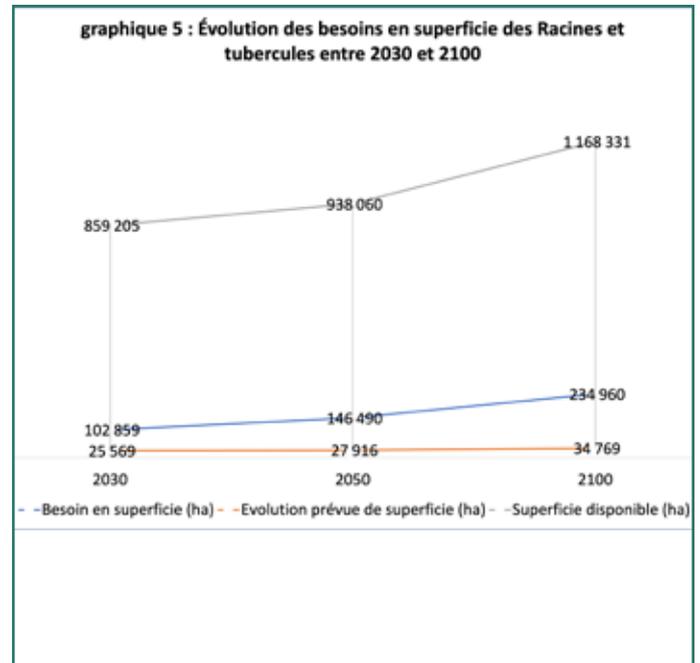
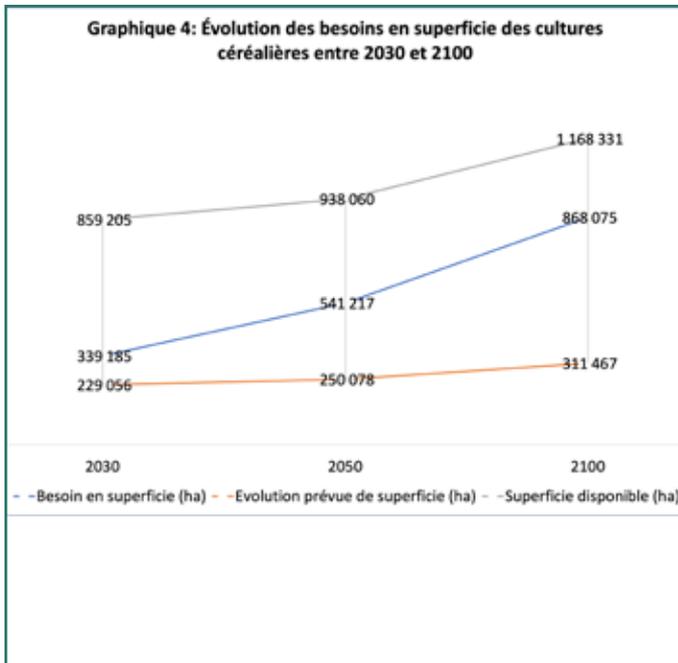
ii) **Besoins en superficies.** Les besoins en superficies des principales cultures vivrières sont largement couverts par le superficies disponibles.

Graphique 2: Evolution besoins en superficie par grandes cultures (ha)



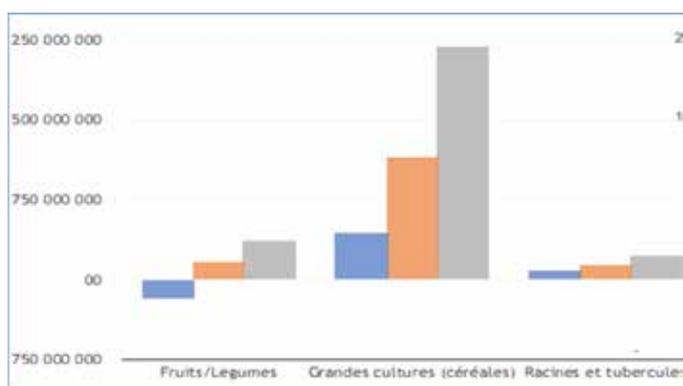
Graphique 3: Projection besoin en superficie par cultures (ha)



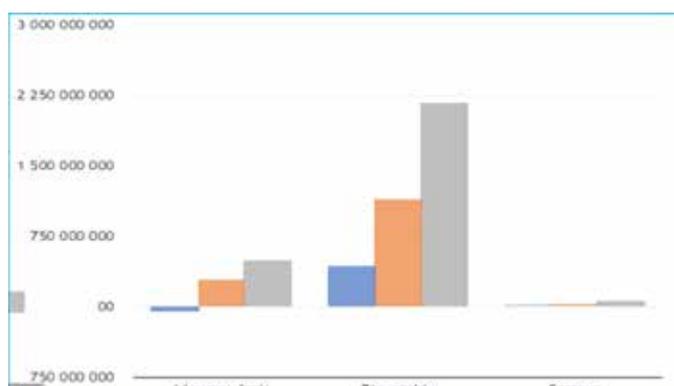


iii) **Besoins en investissements.** La demande dans le cadre de ce profil de consommation alimentaire nécessitera une augmentation de l'utilisation des terres et des investissements. Les investissements infrastructurels dans les systèmes de gestion de l'eau pour la production de riz seront associés à un investissement public d'environ 241 millions de dollars US par an jusqu'en 2030 et d'environ 384 millions de dollars par an pour les dix années suivantes. Les coûts de production du riz entraîneront un investissement privé d'environ 43 millions de dollars pour les dix prochaines années, de 2020 à 2030.

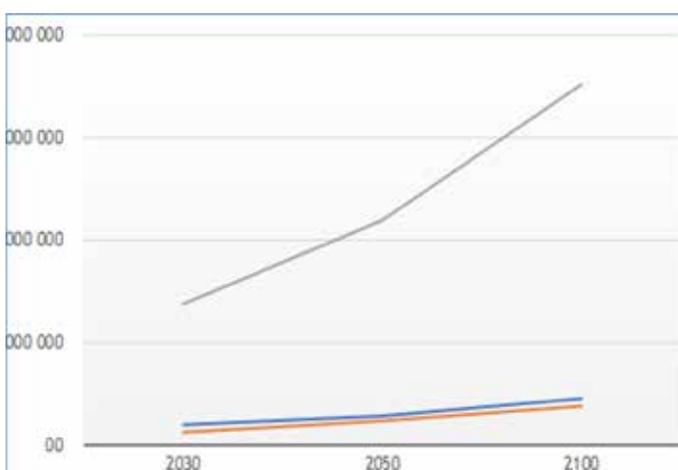
Évolution des besoins en investissements privés par groupe de productions agricoles



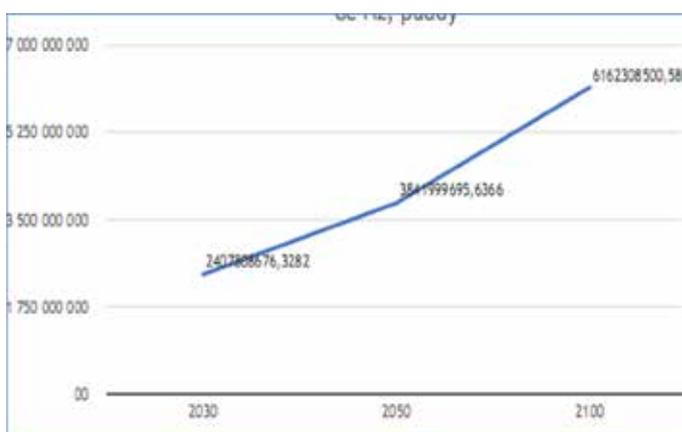
Évolution des besoins en investissements privés par groupe de productions agricoles



Évolution des besoins en investissements publics par groupe de production agricole



Évolution des besoins en investissements publics pour production de riz



POLITIQUE AGRICOLE : PLAN NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE (PNIA).

Le PNIA définit les objectifs à réaliser dans l'ensemble des filières agricoles et identifie les investissements et financements requis. Le plan intègre également la participation du secteur privé dans le développement et la diversification des produits agricoles. Il préconise la diversité de production, la gestion rationnelle agro-sylvo-pastorale et la sécurité alimentaire. Il recommande, entre autres, le développement de la production vivrière, la valorisation des produits agricoles, la rénovation des infrastructures rurales, l'amélioration de l'accès aux marchés et la diversification des exportations, ainsi que l'organisation et la professionnalisation des producteurs, le renforcement des institutions de crédit agricole et l'accès aux services agricoles. Le plan prévoit également le développement de la filière d'élevage pour couvrir la demande urbaine de viande et de produits laitiers actuellement en grande partie importés. Le plan établit comme priorités : i) le développement de l'élevage à cycle court ; ii) l'amélioration de l'alimentation animale et la construction de petits réservoirs pour l'abreuvement des troupeaux ; iii) la dynamisation des services vétérinaires pour une meilleure couverture sanitaire ; iv) et la réhabilitation de la station de recherche.

Le plan d'autosuffisance alimentaire comporte :

- Une production de 450 000 tonnes de riz en 2020 et 510 000 tonnes en 2025 se traduisant par la création de 50 000 emplois. A cet effet, trois programmes majeurs sont élaborés : i) l'aménagement de nouvelles terres dans les bas-fonds et les mangroves, ii) l'amélioration des rendements et iii) la promotion du riz local et de l'accès au marché. Par ailleurs, une meilleure gestion des réserves alimentaires est fondamentale pour assurer un approvisionnement stable, immédiatement utilisable et une distribution efficace, notamment à travers les banques de céréales villageoises et d'autres infrastructures de stockage;
- La réhabilitation et la construction d'infrastructures rurales et l'aménagement de surfaces agropastorales et halieutiques pour diversifier les revenus des producteurs ;
- Le développement de l'élevage à travers les filières d'élevage bovin, ovin et caprin, d'élevage intensif à cycle court (aviculture, élevage porcin) et d'aquaculture ;
- Le développement de l'horticulture pour assurer la diversification de l'agriculture, promouvoir les groupes de femmes, principales actrices de l'horticulture et de promouvoir la diversité alimentaire. L'aménagement de 500 ha de périmètres maraîchers et fruitiers est envisagé.

Parallèlement, l'Etat a élaboré un Programme National pour la Sécurité Alimentaire qui vise l'accroissement de la sécurité alimentaire au niveau national en prêtant une attention particulière aux moyens d'existence des femmes et des ménages ruraux pauvres.

Le cadre programmatique et institutionnel du PNIA est fourni par la CEDEAO et l'UEMOA qui veillent à une plus grande intégration économique. Le cadre stratégique est défini par le processus PDDAA et sa stratégie agricole régionale. Ces cadres communs portent un ensemble de principes clés dans le but de guider les stratégies et programmes d'investissements nationaux et de faciliter une plus grande cohérence et harmonisation des initiatives de développement. Ils visent, entre autres, les objectifs suivants : i) une croissance économique axée sur une agriculture intensive et durable ; ii) une croissance annuelle de 6% de l'agriculture au niveau national permise par une allocation de 10% des budgets nationaux au secteur agricole ; iii) et l'exploitation des complémentarités et des coopérations régionales en vue de s'affranchir de l'insécurité alimentaire par l'augmentation des investissements agricoles et des investissements dans les filières agroalimentaires, l'amélioration des marchés agricoles nationaux et régionaux, ainsi que la gestion durable des ressources naturelles.



COMPLÉMENT COVID-19

QUESTIONS CLÉS SOULEVÉES ET OPPORTUNITÉS

Le COVID-19 a provoqué une crise économique et exacerbé à court terme la sécurité alimentaire et nutritionnelle, en fragilisant et poussant les systèmes alimentaires près du point de rupture.

Questions clés soulevées:

Bien qu'il soit trop tôt pour prendre la mesure de toutes les incidences, la crise a d'ores et déjà révélé des effets systémiques sur les chaînes de valeur alimentaires dans leur ensemble. Elle soulève des questions sur: i) les systèmes de production agricole qui deviennent désormais dommageables pour la santé humaine et environnementale; ii) le besoin pressant de donner la priorité à la sécurité alimentaire et aux moyens de subsistance des plus vulnérables; iii) la primauté de maintenir les chaînes de valeur alimentaires « vivantes » en s'appuyant d'abord sur les chaînes de valeur locales ; iv) une approche équilibrée et complémentaire entre sauver des vies et rouvrir l'économie; v) et la prise en compte des risques alimentaires au même titre que les autres risques.

Opportunités :

- **Les efforts devraient d'abord converger vers des actions qui entretiennent les chaînes d'approvisionnement alimentaires par:** i) un soutien à la production comprenant des intrants et équipements, ainsi qu'un soutien à l'irrigation; ce soutien se concentrera sur les productions à cycle court pour répondre aux besoins immédiats et générer des revenus; ii) un soutien à l'amélioration des infrastructures de stockage et de transport des produits agricoles périssables (poissons et produits aquatiques, fruits et légumes); iii) des soutiens appropriés aux familles touchées pour qu'elles puissent répondre aux besoins critiques; iv) et le maintien des programmes de filets de sécurité.
- **Les organisations paysannes joueront un rôle de premier plan.** Leur rôle est encore plus crucial pour maintenir les chaînes de valeur, assurer l'accès aux marchés urbains et contribuer à répondre aux besoins des consommateurs.
- **Un autre secteur qui devrait attirer l'attention est celui des entreprises agroalimentaires et leur rôle dans la relance des chaînes de valeur alimentaires.** Les micro- et petites entreprises agroalimentaires, à statut souvent informel, seront prioritaires, du fait de leur grande représentativité dans le tissu entrepreneurial et de leur empreinte sur l'emploi urbain et rural. Les mesures de restriction, entraînant une baisse de la demande, causent des dommages à ces entreprises peu résilientes aux chocs, et une stratégie audacieuse et volontariste de soutien financier leur sera nécessaire.
- **Le renforcement des capacités des jeunes et des femmes est essentiel pour qu'ils puissent participer aux chaînes d'approvisionnement alimentaires. Ils contribuent à capter des valeurs ajoutées, à créer des productions supplémentaires, de nouvelles ressources, de nouvelles activités et de nouveaux emplois.** En outre, les jeunes ont montré un certain nombre d'initiatives spontanées pour soutenir les populations à risque ou touchées par la pandémie. Ces initiatives prennent la forme d'entreprises sociales et de pôles d'innovation technologique qui constituent autant de filières d'emplois potentielles.
- **La destruction de la biodiversité a généré une maladie zoonotique telle que la COVID-19. L'intégration dans les paquets techniques de la biodiversité est donc de la plus haute priorité pour préserver la santé humaine et environnementale, et par la suite la sécurité alimentaire et nutritionnelle.** Du même coup, les actions d'adaptation au changement climatique seront intensifiées, étant donné que ce dernier est reconnu comme un multiplicateur de risque menaçant les systèmes alimentaires, les moyens de subsistance et la santé.
- **Une planification proactive liant les actions d'urgence et le rétablissement à long terme sera établie, selon les principes opérationnels suivants :** i) elle vise à contenir la propagation de la pandémie et à atténuer ses conséquences dans les communautés concernées, en tenant compte de l'évolution potentielle de la situation sur le terrain ; ii) elle se conformera aux directives officielles et coordonnera les actions avec celles d'institutions spécialisées des Nations Unies telles la FAO, le PAM et l'UNICEF, ainsi qu'avec d'autres initiatives ; iii) elle impliquera les acteurs locaux pour parvenir à des solutions durables, gérables et appropriables localement; iv) un système de suivi-évaluation sera mis en place afin d'organiser, coordonner et suivre les actions mises en œuvre, et évaluer dans quelles mesures les conséquences de la pandémie sont atténuées et tirer des leçons pour d'éventuelles résurgences de la COVID-19 et d'autres épidémies liées aux virus à venir ; v) et un système de communication entre les parties prenantes impliquées, utilisant autant que possible des plates-formes en ligne intégrant des outils TIC favorisant un travail, une collaboration et une coordination à distance.



IV. CONCLUSION

CONCLUSION ET LIMITES CONSTATÉES

L'instabilité politique des dernières années a sévèrement impacté le secteur agricole. Cette période a été marquée par un manque d'investissements dans les infrastructures rurales, le transport, l'aménagement du territoire et les programmes d'accompagnement technique et financier qui s'est traduit par un manque d'accès aux moyens de production modernes, à l'information sur les marchés, aux organisations de producteurs et aux conseils techniques) qui ont limité le développement à grande échelle des activités agricoles. Le très mauvais état des infrastructures de communication (routes et voies maritimes) a freiné l'intégration des marchés régionaux et locaux.

Le déficit céréalier s'est creusé à la suite de l'intérêt croissant porté à la culture de la noix de cajou, plus lucrative. Malgré le potentiel du pays en termes de terres arables et en ressources en eaux, la production agricole a été limitée par la forte baisse des rendements. Le rendement du riz, principale céréale produite et consommée, a ainsi diminué à cause de la dégradation des sols et des installations hydrauliques et à l'enclavement des zones de production.

L'évolution des systèmes de production vers la culture de l'anacardier plus lucrative et le désintérêt pour les céréales sèches a accentué le déficit céréalier. Le déficit a été donc comblé en grande partie par des importations commerciales de céréales (en grande partie du riz), posant le problème de la dépendance et de la vulnérabilité vis-à-vis des cours mondiaux et a influé sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. L'accès physique aux aliments est fortement restreint par le mauvais état des infrastructures de transport qui conditionne l'intégration des marchés régionaux et locaux.

L'Etat bissau-guinéen a défini un plan sectoriel ambitieux dans l'objectif d'atteindre l'autosuffisance en riz et autres produits vivriers tels les racines et tubercules, les produits horticoles et les produits d'élevage. Le plan identifie des investissements nécessaires à moyen terme pour le développement de la production vivrière, la valorisation des produits agricoles, la rénovation des infrastructures rurales, l'amélioration de l'accès aux marchés et la diversification des exportations.

Le pays dispose, depuis les années 2000, de cadres de politiques suffisants mais dont la mise en œuvre a été compromise par les événements politiques : Document de Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté, Lettre de Politique de Développement Agricole, Programme National pour la Sécurité Alimentaire, Programme dans le secteur de la nutrition, Plan Stratégique et Opérationnel 2015-2020. La nécessité de les réactiver et les actualiser avec l'aide des partenaires de développement est le défi qui l'attend. Le pays dispose de ressources naturelles, physiques et humaines suffisantes pour satisfaire les besoins projetés.



PRÉSENTATION POWERPOINT

L'avenir de l'agriculture en République de Guinée-Bissau : 2020-2100

Défis et opportunités pour les projets financés par le FIDA

IFAD West Africa Hub

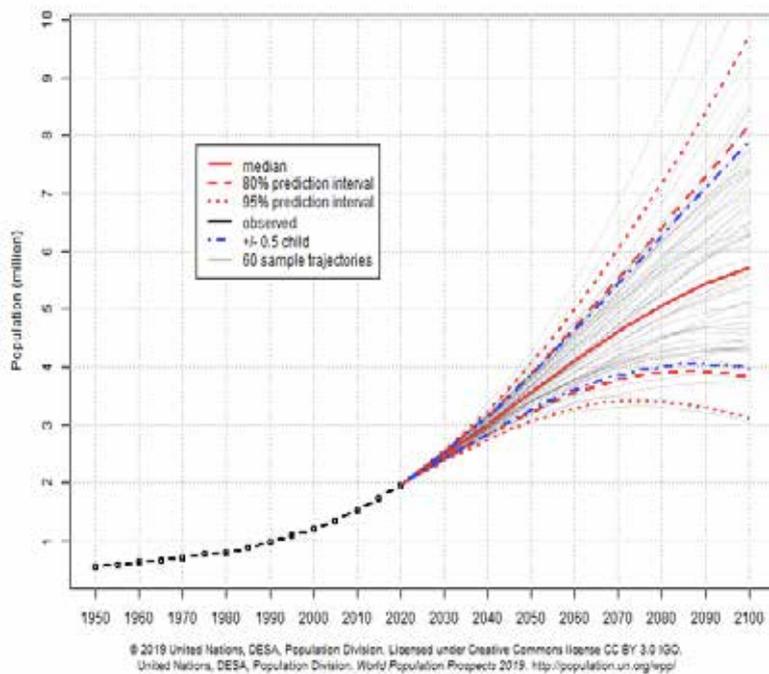


Sommaire

- I. Démographie
- II. Défis économiques
- III. Opportunités, planification agricole et investissements
- IV. Conclusion
- V. Limites

I. Démographie

Guinea-Bissau: Total Population



Projection démographique en Guinée-Bissau :

2019 : 1.92 millions

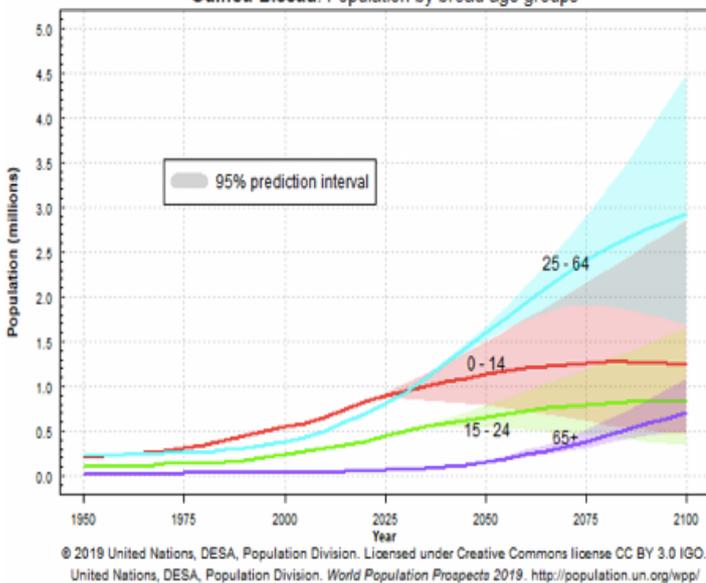
2030 : 2.46 millions

2050 : 3.56 millions

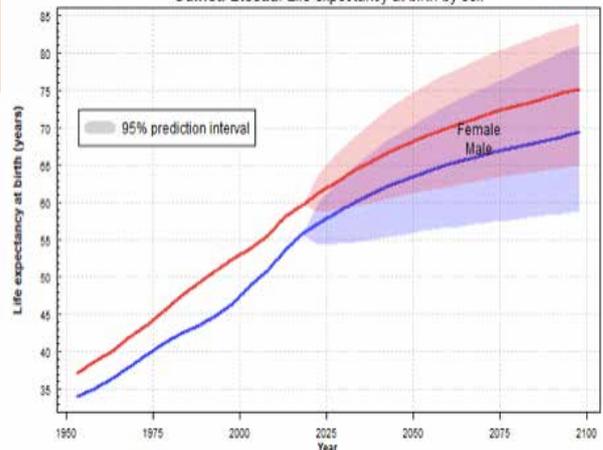
2100 : 5.71 millions

Source: <https://population.un.org/wpp/Download/Probabilistic/Population/>

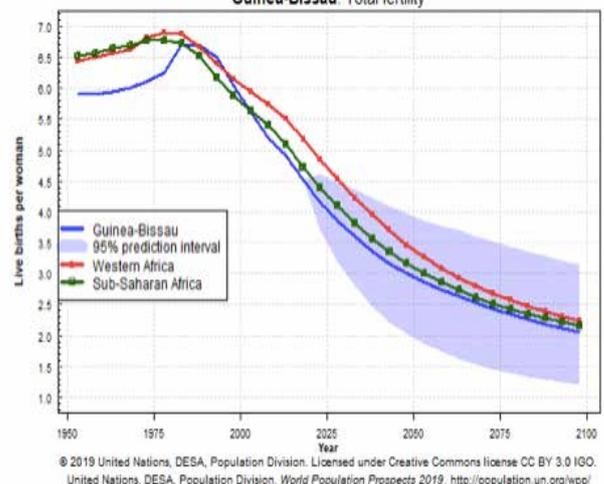
Guinea-Bissau: Population by broad age groups



Guinea-Bissau: Life expectancy at birth by sex



Guinea-Bissau: Total fertility



Source: <https://population.un.org/wpp/Graphs/DemographicProfiles/Line/624>

56.2% de la population vie en milieu rural

76.7% de taux de dépendance des jeunes (% de la population en âge de travailler)

67.8% de la population est employé dans l'agriculture (% de l'emploi total)

Date: 2019

Source: <https://databank.worldbank.org/reports.aspx?source=2&country=GNB>

II. Situation économique

- Instabilité Politique et sociale
- Faible réseau routier
- PIB per capita (\$ US constants de 2010): **634,9 USD**
- Le secteur agricole représente **52,5%** du PIB
- Le taux de chômage en 2019 est de **2,5 %**
- Inflation, déflateur du PIB (% annuel): **-7,4 %**

Date: 2019

Source: <https://databank.worldbank.org/reports.aspx?source=2&country=GNB>

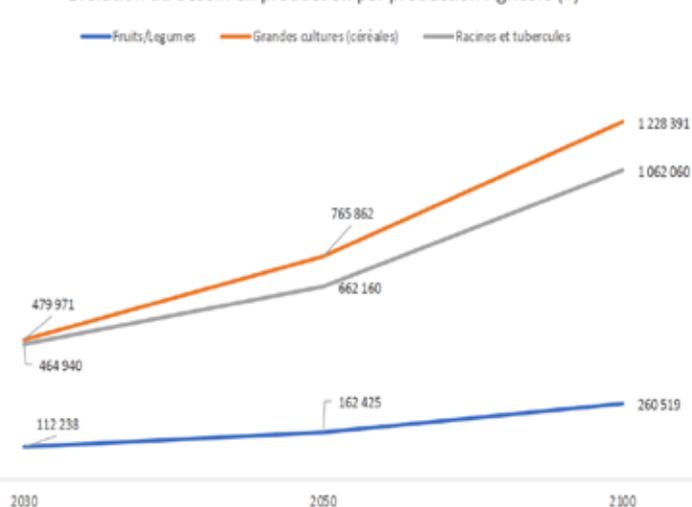
III. Les besoins:

Projection de l'évolution des besoins alimentaires nationaux en fonction des habitudes alimentaires en Guinée-Bissau entre 2020-2100 :

Consommation alimentaire ¹	
Principaux groupes d'aliments	kg/pers/an
Céréales	125
Racines et tubercules	170
Légumineuses, noix & oléagineux	10,5
Fruits / Légumes	45,625
Huiles / Grasses	9,4
Viandes & abats	10,1
Poisson & fruits de mer	7,5
Lait, produits laitiers	31
Sucre et dérivés	15
TOTAL (kcal/personne/jour)	2.497



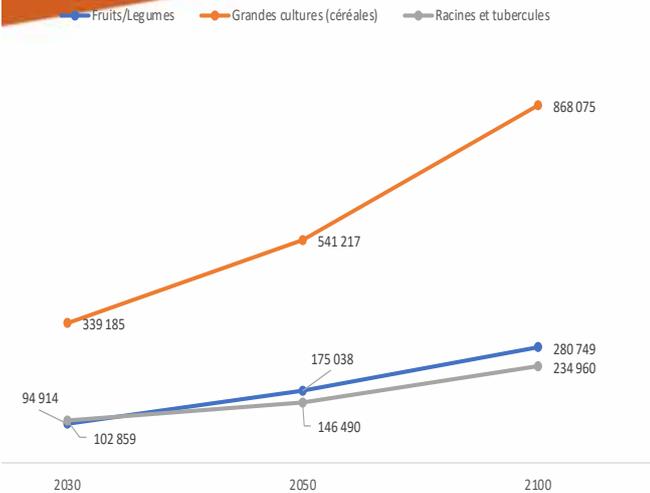
Evolution du besoin en production par production Agricole (T)



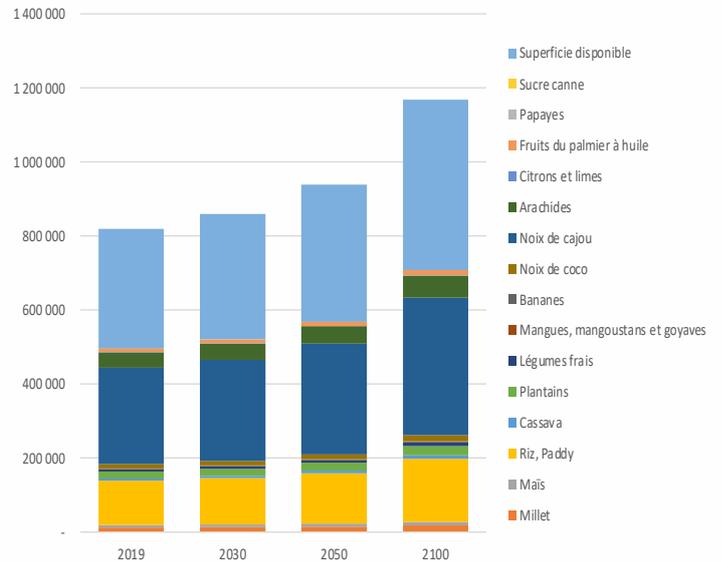
¹FAO (2012), WORLD AGRICULTURE TOWARDS 2030/2050, The 2012 Revision

III. Opportunités et planification agricole et investissements

Evolution du besoin en superficie par production agricole (ha)



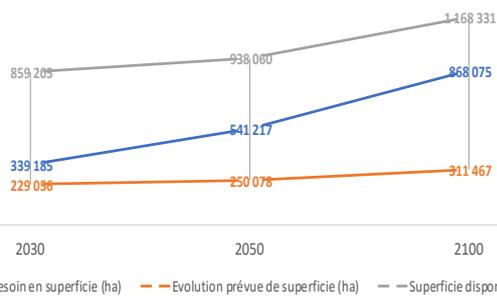
Projection besoin en superficie par produit agricole (ha)



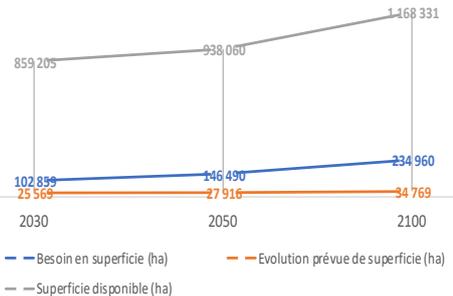
Supposition : Les habitudes alimentaires demeurent

III. Opportunités et planification agricole et investissements

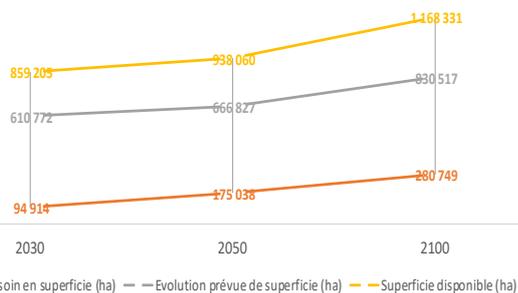
ÉVOLUTION DES BESOINS EN SUPERFICIE DES CULTURES CÉRÉALIÈRES ENTRE 2030 ET 2100



ÉVOLUTION DES BESOINS EN SUPERFICIE DES RACINES ET TUBERCULES ENTRE 2030 ET 2100

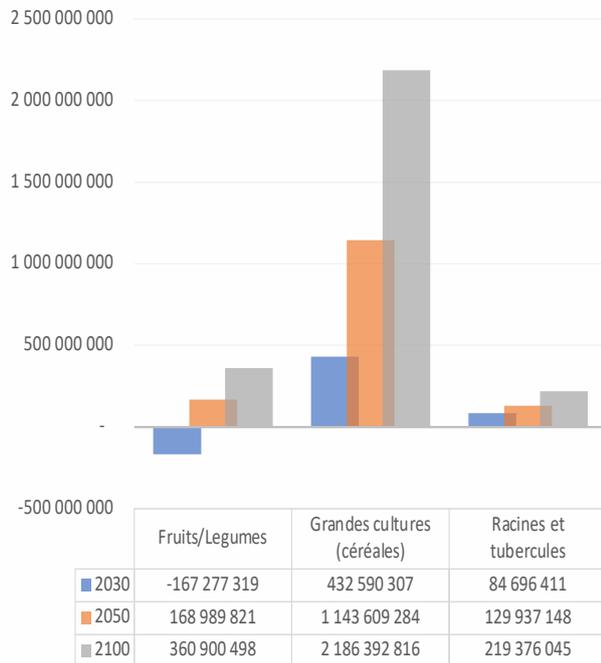


ÉVOLUTION DES BESOINS EN SUPERFICIE DES FRUITS ET LÉGUMES ENTRE 2030 ET 2100

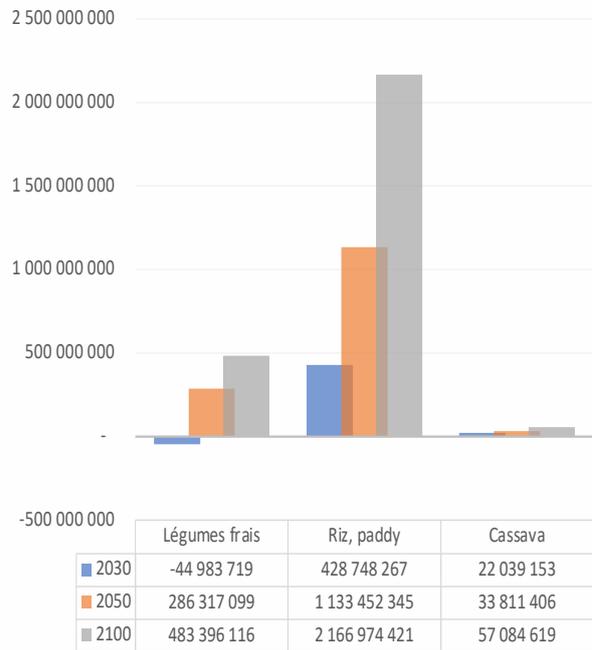


III. Opportunités et planification agricole et investissements

Evolution du besoin en investissement privé par groupe de production agricole

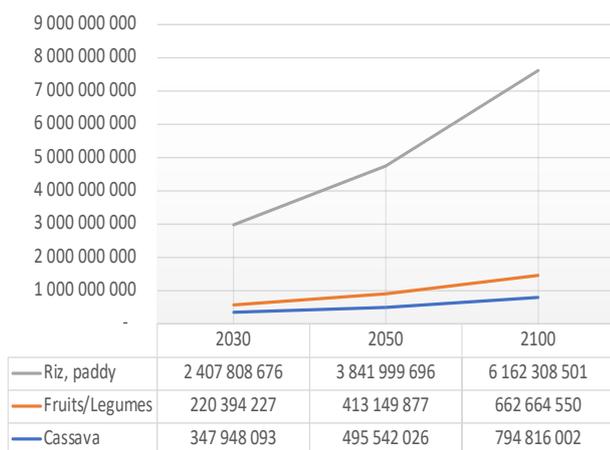


Evolution du besoin en investissement privé par groupe de production agricole



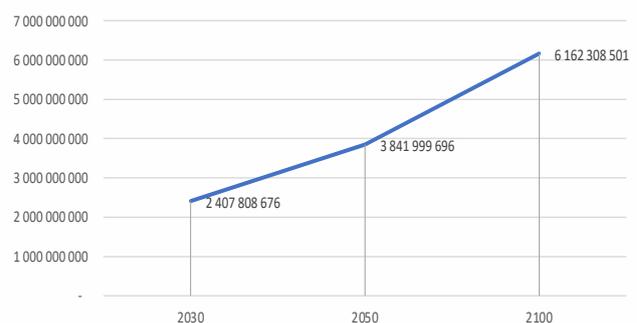
III. Opportunités et planification agricole et investissements

Evolution du besoin en investissement public par groupe de production agricole



Dans les 10 prochaines années, l'investissement public dans la production de riz doit s'élever à environ \$241 millions par an pour répondre aux besoins de consommation, contre environ \$43 millions provenant d'initiatives privées.

Evolution du besoin en investissement public en production de riz, paddy



IV. Conclusions

- ❖ Investir dans l'introduction des techniques de production durables, promouvant l'augmentation de la rentabilité par hectare de superficie agricole en détriment de la augmentation de la superficie cultivable. Cette approche pourra augmenter la viabilité de une production avec surplus pour exportation dans la sous-region
- ❖ Investir dans la transformation des produits agricoles additionnant de valeur au investissement publique pour accroître la capacité de production
- ❖ Investir dans l'éducation pour le changement des profils de consommation alimentaire vers une consommation plus diversifiée et moins dépendent de la production des grandes production des céréales
- ❖ Appuyer l'intégration aux marchés des petits producteurs (meilleures routes agricoles, infrastructure de marchés)
- ❖ Améliorer le suivi et le conseil agricole pour l'application rigoureuse des ITK
- ❖ Travailler sur l'amélioration variétale des des variétés tolérantes aux changements climatiques
- ❖ Assurer la collecte et le suivi de données statistiques sur les produits agricole au niveau national



V. Limites



- L'approche n'intègre pas l'habitudes alimentaires spécifique du pays ni les changements qui surviendront entre 2030 et 2100.
- L'approche ne prend pas en compte l'impact exact du changement climatique par production et en fonction des régions.
- L'approche n'intègre pas les décisions/orientations stratégiques prises par l'État sur les filières abordées.
- Absence de données fiables sur le secteur agricole en Guinée-Bissau.



Volume I, des études de cas réalisées en novembre 2020 :

1. Cap-Vert,
2. Gambie,
3. Guinée,
4. Guinée-Bissau,
5. Mali,
6. Mauritanie,
7. Sénégal,
8. Synthèse régionale.

Contact:

Bureau de Dakar / Villa 1427
Corniche Ouest - Almadies, Dakar, Sénégal
Tel. + 221 33 868 05 87
Cell. + 221 77 450 94 58
Email: wcamailbox@ifad.org
www.ifad.org

ISBN 978-92-9266-094-9

